



PRÉFET DU BAS-RHIN

Préfecture

Direction de la Coordination des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial

Bureau de l'Environnement et de l'Utilité Publique

**ARRÊTÉ**  
du **26 FEV. 2019**

mettant la société FULCHIRON Alsace en demeure  
de respecter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2013  
autorisant la société Sablières Quartz de Hatten à exploiter une carrière  
et des installations de premier traitement de matériaux de carrières situées à Hatten

Le Préfet de la Région Grand Est  
Préfet de la Zone de défense et de sécurité Est  
Préfet du Bas-Rhin

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L.511-1, L.512-1, L.171-8 et R.181-43 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2013 autorisant la société Sablières Quartz de Hatten à exploiter une carrière et des installations de premier traitement de matériaux de carrières situées à Hatten ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 mai 2017 portant transfert de l'autorisation d'exploiter la carrière et les autres installations classées situées à Hatten ;

Vu le porté à connaissance présenté par la société FULCHIRON Alsace par lettre du 02 février 2017 ;

Vu la lettre du 05 mars 2018 par laquelle l'Inspection des installations classées a demandé des informations complémentaires relatives au porté à connaissance présenté par l'exploitant le 02 février 2017 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 18 février 2019, transmis à l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que la société FULCHIRON Alsace a été autorisée à exploiter une carrière et des installations associées situées à Hatten par arrêté du 12 mai 2017 susvisé, dans le respect des dispositions de l'arrêté du 10 septembre 2013 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'article 1.3.1 de l'arrêté du 10 septembre 2013 dispose que « *toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'exploitation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation* » ;

CONSIDÉRANT que la modification des installations de traitement a été portée à la connaissance du préfet par lettre du 02 février 2017 ; que le porté à connaissance ne comportait pas tous les éléments d'appréciation nécessaires ; que par lettre du 05 mars 2018, l'Inspection a demandé à la société FULCHIRON Alsace de lui fournir tous les éléments d'appréciation ; que ces éléments n'ont pas été présentés à ce jour ;

CONSIDÉRANT que la société FULCHIRON Alsace a réalisé d'autres modifications qu'elle n'a pas porté à la connaissance du préfet (phasage d'exploitation, aire de transit de matériaux, ...) ;

CONSIDÉRANT que l'article 7.4.4 de l'arrêté du 10 septembre 2013 dispose que les capacités de rétention doivent être entretenues et débarrassées des eaux météoriques ; que la rétention des cuves de GNR dispose d'une couverture qui n'est plus intègre ;

CONSIDÉRANT cas d'inobservation des prescriptions applicables aux installations, le préfet met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'il détermine ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : La société FULCHRION Alsace, dont le siège social se trouve RN419 67620 SOUFFLENHEIM, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour l'installation qu'elle exploite à Hatten :

- Article 1.3.1 de l'arrêté du 10 septembre 2013, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :

*Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'exploitation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.*

- Article 7.4.4 de l'arrêté du 10 septembre 2013, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté :

*Les capacités de rétention doivent être entretenues et débarrassées des eaux météoriques qui peuvent les encombrer. Elles ne doivent comporter aucun moyen de vidange par simple gravité dans les égouts ou vers le milieu naturel récepteur.*

**Article 2 :** Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de cette mise en demeure, il peut être, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

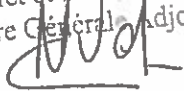
**Article 3 :** La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg par voie postale (31, avenue de la paix, 67000 STRASBOURG) ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

**Article 4 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin, et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société FULCHIRON Alsace par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Hatten.

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation  
La Secrétaire Générale adjointe  
  
Nadia IDRI



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU BAS-RHIN

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement  
et du Logement  
Grand Est

Strasbourg, le 18 février 2019

Unité Départementale du Bas-Rhin  
Équipe Sud

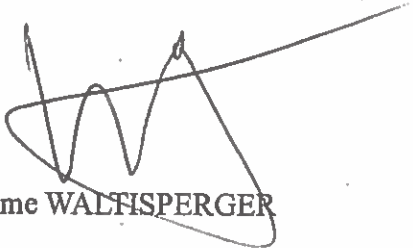
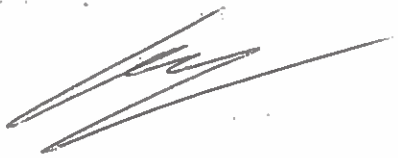
Nos réf. : 0066/JW/NS

Affaire suivie par : Jérôme WALTISPERGER  
jerome.waltisperger@developpement-durable.gouv.fr  
Tél. 03 88 13 08 63

### RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Objet :** Constats suite à une visite d'inspection du 30 janvier 2019 de la société FULCHIRON  
Alsace

**P.J. :** Lettre à l'exploitant

<p>Rédigé par L'Inspecteur de l'environnement</p>  <p>Jérôme WALTISPERGER</p>	<p>Validé par Le chef de l'unité départementale du Bas-Rhin</p>  <p>Pascal LAJUGIE</p>
--	--



# MINISTÈRE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

STRASBOURG, le 01 février 2019

Unité Départementale du Bas Rhin

Affaire suivie par : Jérôme WALTISPERGER  
jerome.waltisperger@developpement-durable.gouv.fr  
Tél. : 03 88 13 08 63

## FICHE D'ECARTS

Page 1 / 1

Inspection du 30/01/2019 Exploitant : FULCHIRON Lieu de la visite : Hatten

Inspecteur(s) : Jérôme WALTISPERGER

Représentant mandaté de l'exploitant : M. DALBES

Installations inspectées : Installations de traitement, aire de ravitaillement, pompe de prélèvement d'eau

PRESCRIPTIONS CONTROLEES	ÉCARTS CONSTATES	PROPOSITIONS DE L'EXPLOITANT
<p><b>Article 4.2.2</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux (alimentation en eau et collecte des effluents) est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li><li>• les dispositifs de protection ;</li><li>• les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li></ul>	<p>Un plan des réseaux daté du 25/01/2019 a été établi. Toutefois, il ne présente pas :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• l'origine de l'eau d'alimentation ;</li><li>• les ouvrages (vannes, pompes, compteurs, ...);</li><li>• les ouvrages d'épuration internes avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature.</li></ul>	<p>Demande effectuée le 06/02/2019 auprès de notre prestataire pour intégrer les éléments manquants</p>





PRÉFET DU BAS-RHIN

Préfecture

Direction de la Coordination des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial

Bureau de l'Environnement et de l'Utilité Publique

**PROJET**

## ARRÊTÉ

du

ordonnant à la société FULCHIRON Alsace à Hatten  
la consignation d'une somme de 37.000 euros TTC  
répondant du montant des travaux à réaliser pour respecter les prescriptions imposées,  
rappelées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 janvier 2018

Le Préfet de la région Grand Est  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Est  
Préfet du Bas-Rhin

- VU le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2013 autorisant la société Sablières Quartz de Hatten à exploiter une carrière et des installations de premier traitement des matériaux de carrières situées à Hatten ;
- VU l'arrêté préfectoral du 12 mai 2017 portant transfert de l'autorisation d'exploiter la carrière et les autres installations classées situées à Hatten ;
- VU l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2018 mettant la société FULCHIRON Alsace en demeure de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 septembre 2013 autorisant l'exploitation des installations sur le territoire de la commune de Hatten ;
- VU le rapport du 18 février 2019 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées constatant la persistance de l'inobservation des prescriptions ayant motivé la mise en demeure susvisée ;

CONSIDÉRANT que le délai fixé par la mise en demeure du 31 janvier 2018 pour se mettre en conformité avec les dispositions des articles 4.3.1 et 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2013 est échu depuis le 05 août 2018 ;

CONSIDÉRANT le non-respect de ces dispositions, constaté le 30 janvier 2019 par l'inspection des installations classées : l'aire de ravitaillement ne comporte pas de séparateur à hydrocarbures tel que prévu à l'article 4.3.1 de l'arrêté précité, le site ne comporte pas de piézomètre situé à l'aval de la carrière pour effectuer la surveillance des eaux souterraines tel que prévu par l'article 9.2.3 de l'arrêté précité ;

CONSIDÉRANT qu'en l'absence d'un décanteur-déshuileur au niveau de l'aire de ravitaillement, les opérations de ravitaillement sont susceptibles de conduire à une pollution des sols ou des eaux souterraines ;

CONSIDÉRANT que l'absence de surveillance des eaux souterraines à l'aval de la carrière ne permet pas de vérifier l'absence d'impact des activités réalisées sur le site sur les eaux souterraines ;







PRÉFET DU BAS-RHIN

Préfecture

Direction de la Coordination des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial

Bureau de l'Environnement et de l'Utilité Publique

**PROJET**

## ARRÊTÉ

du

rendant la société FULCHIRON Alsace à Hatten redevable d'une astreinte administrative

Le Préfet de la région Grand Est  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Est  
Préfet du Bas-Rhin

- VU le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment ses articles L.171-8 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2013 autorisant la société Sablières Quartz de Hatten à exploiter une carrière et des installations de premier traitement des matériaux de carrières situées à Hatten ;
- VU l'arrêté préfectoral du 12 mai 2017 portant transfert de l'autorisation d'exploiter la carrière et les autres installations classées situées à Hatten ;
- VU l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2018 mettant la société FULCHIRON Alsace en demeure de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 septembre 2013 autorisant l'exploitation des installations sur le territoire de la commune de Hatten ;
- VU le rapport du 18 février 2019 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées constatant la persistance de l'inobservation des prescriptions ayant motivé la mise en demeure susvisée,

CONSIDÉRANT que le délai fixé par la mise en demeure du 31 janvier 2018 pour se mettre en conformité avec les dispositions de l'article 9.2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2013 est échu depuis le 05 août 2018 ;

CONSIDÉRANT le non-respect de ces dispositions, constaté le 30 janvier 2019 par l'inspection des installations classées : les paramètres matières en suspension totales (MEST) et demande chimique en oxygène (DCO) n'ont pas été analysés en 2018 avant rejet dans le plan d'eau au niveau des eaux de procédé ;

CONSIDÉRANT que cette non-conformité ne porte pas une atteinte directe à l'environnement, mais qu'en l'absence de ces mesures d'autosurveillance, la société FULCHIRON Alsace ne peut justifier du respect des valeurs limites d'émission fixées pour les rejets réalisés dans le plan d'eau ;

